

ELISABETH GUIGOU

Présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Steven Erlanger, London Bureau Chief, *The New York Times*

I think everyone knows Elisabeth Guigou, she has had a very varied career and she has had some of the highest positions in the French state. She is currently the head of the Foreign Affairs Committee of the National Assembly. I have asked her to do a very difficult thing which is to try to summarise where we are with a concentration on strong French national interests and the French willingness to take action on the ground, often militarily but also in terms of aid with Syria in ways that other countries have not. I have been struck, for example, that while the United States and Britain suspended aid to the Syrian opposition France has not done so. Therefore perhaps Madame Guigou can put this into context. Merci.

Elisabeth Guigou, présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Merci. Merci à Thierry de Montbrial de m'avoir invitée à participer à cette réunion. Je vais peut-être commencer par dire sur quoi je suis d'accord avec chacun des orateurs précédents. D'abord, je pense que la situation économique est quelque chose qui est absolument fondamental. La révolution en Tunisie a commencé sur un désastre économique et social. Il ne faut jamais l'oublier.

Ensuite, je dirai à Renaud Girard que s'il y a un point – un seul je dois dire – sur lequel je suis d'accord avec son analyse, c'est que je pense que l'on n'aurait pas dû fermer notre ambassade à Damas. Pour le reste, je suis plutôt d'accord avec Bassma, même très d'accord avec son analyse sur la Syrie, mais je vais y revenir. Je crois Madame que vous avez tout à fait raison de dire que l'éducation, en particulier des filles et des femmes, est absolument fondamentale.

Et à vous Monsieur, j'aurais beaucoup de désaccords à manifester, mais je suis assez d'accord avec votre conclusion. Je pense qu'il faudrait davantage de dialogue, notamment entre l'Europe et la Russie. Je pense qu'on se fourvoie actuellement dans le management de ce qu'on appelle le partenariat oriental.

Sur la Syrie, d'abord : cela a été, pour moi en tout cas, une surprise d'apprendre que les Américains et les Britanniques avaient décidé de suspendre leurs livraisons d'armes non-létales à l'opposition syrienne. Mais je note que c'est dans le nord du pays. La France n'a pas décidé pour l'instant – ça peut changer car nous sommes très vigilants évidemment – de suspendre ses livraisons d'armes non-létales. Mais il est vrai que c'est localisé dans d'autres zones. Tout ceci peut tout à fait évoluer dans les prochains jours.

Nous avons vraiment intérêt à continuer à soutenir l'opposition démocrate syrienne. Pour avoir reçu à l'Assemblée nationale tous les dirigeants de cette opposition démocrate depuis maintenant un an et demi, nous avons évidemment parfaitement conscience de leurs faiblesses, et de leurs difficultés à se mettre d'accord. Et pourtant, je crois vraiment que la diplomatie française a eu raison de soutenir cette opposition démocrate dès le début. Et que c'est la seule voie possible, car si cette voie-là ne marche pas – et peut-être qu'elle ne marchera pas, qu'aurons-nous alors ? Nous aurons la confrontation terrible entre un régime qui a utilisé des armes chimiques contre son peuple – ceci est avéré, a été démontré – et d'autre part des djihadistes. Et nous ne voulons ni de l'un, ni de l'autre.

Naturellement, la vraie solution est politique. Mais c'est bien la menace de frappe aérienne sur l'arsenal chimique qui a conduit la Russie à prendre l'initiative de demander à Bachar Al-Assad de démanteler son arsenal chimique. Cela progresse. Tant mieux. J'espère que cela ira jusqu'au bout. Mais n'oublions pas que la guerre continue, qui a fait près de 200 000 morts, 6 millions de personnes déplacées. Cela ne peut se résoudre que par la négociation politique.

Est-ce que Genève II va se réunir finalement ? On connaît tous les obstacles qu'il y a à surmonter. Il faut d'abord se mettre d'accord sur l'objet de la conférence, c'est-à-dire les principes agréés déjà à Genève I par tout le monde. Et

puis, il faut savoir si les grands pays de la région pourront être associés. Moi je le souhaite. Nous en parlions avec M. Ahani à la Commission des Affaires étrangères il y a deux jours. Moi je souhaite que l'Iran puisse être à la table des négociations et l'Arabie Saoudite aussi, bien sûr. Mais pour cela, il faut quand même qu'il y ait un minimum d'accord préalable sur l'objectif de la négociation. Pour l'instant, c'est encore en discussion. Et par ailleurs, il faut que tous les membres des cinq plus un, y compris les Américains, acceptent.

Si cette conférence se réunit le 22 janvier comme c'est prévu, il faut qu'elle réussisse. Car je ne vois pas d'autre voie possible que d'avoir une transition politique qui ensuite devra déboucher sur des élections et sur un autre pouvoir. Sinon, que va-t-il se passer ? Tous les scénarios sont absolument horribles : du risque de la partition de la Syrie – qui serait une régression formidable, avec toutes les répercussions qu'on peut imaginer sur les pays voisins qui déjà souffrent énormément de l'afflux des réfugiés et de l'exportation du conflit – à une interminable guerre civile. Donc je crois vraiment que la seule position cohérente c'est de faire tout ce que l'on peut, sans garantie encore une fois ... Je ne suis pas très optimiste, je dois le dire, à ce stade.

Ma deuxième remarque sera sur l'Iran. Évidemment, l'Iran est un grand pays, une grande civilisation. Je pense que, dans le passé, nous n'avons pas suffisamment offert à ce pays une vraie discussion sur le rôle qu'il pourrait jouer dans la région. Il reste que ces dernières années, à la fois sur le nucléaire et sur des déclarations vis-à-vis d'Israël, les choses étaient quand même devenues inacceptables.

Les choses vont beaucoup mieux maintenant. L'élection de M. Rohani est évidemment un espoir, qui se concrétise d'ailleurs par le fait que le Président de la République française a été le premier à l'Assemblée générale des Nations unies à le rencontrer. M. Obama ensuite a eu cet entretien téléphonique. Tout cela a débouché sur l'accord intérimaire sur le nucléaire. C'est très bien. C'est un événement extrêmement important puisque c'est la première fois depuis six ans que l'Iran accepte de suspendre la partie contestable de son programme nucléaire, c'est-à-dire les deux filières qui pourraient la conduire à détenir l'arme nucléaire : l'enrichissement de l'uranium d'une part et le plutonium d'autre part.

C'est donc un événement formidable, qui a été acquis après des discussions où il y a eu quelques soubresauts. La diplomatie française a bien fait de dire que le premier texte qui avait été discuté seulement entre les États-Unis et l'Iran – et l'Ambassadeur d'Iran nous a dit à la Commission des Affaires étrangères que l'Iran n'avait cessé de demander si tous les autres étaient d'accord – mais que ce texte n'était pas suffisamment précis. Les quatre conditions qui avaient été demandées par la France sont maintenant dans le texte. Vous les connaissez. Je ne vais pas les détailler. Elles sont dans ce texte, et donc je pense que c'est un accord suffisamment robuste. Mais ça n'est qu'un accord intérimaire et donc, nous avons six mois pour vraiment créer la confiance et faire en sorte que les choses évoluent comme chacun le souhaite. Je crois évidemment que c'est un événement considérable dans la région, et qu'en effet ça peut créer un climat qui naturellement favorise aussi d'autres évolutions.

Ma dernière remarque elle sera sur l'attitude des États-Unis dans la région, puisque la table ronde portait sur le Proche et Moyen-Orient. Je crois que tous les événements récents ont montré – même si le Secrétaire d'État John Kerry s'implique beaucoup plus – que malgré tout, les États-Unis ont décidé de ne plus prendre une part active à la gestion des crises, et que le pivot vers l'Asie est un événement fondamental et qui va durer. Je pense que le poids de la guerre d'Afghanistan, mais surtout de la guerre d'Irak, a conduit depuis plusieurs mois à un retrait stratégique – regardez même ce qui s'est passé au Royaume Uni – dont on n'a pas fini de voir les conséquences.

Cela signifie qu'il faut que les Européens s'impliquent davantage. Je salue d'ailleurs très franchement l'action de Catherine Ashton, qui a été patiente, discrète. Elle avait obtenu un premier succès au Kosovo. Elle a été la cheville ouvrière de l'accord intérimaire avec l'Iran. Je crois qu'il faudrait que l'Europe revienne, que l'Europe sorte de son nombrilisme, et recommence à se projeter dans le monde. Après tout, la mort de Mandela nous a rappelé que l'Europe avait joué il y a une vingtaine d'années un rôle leader dans la fin de l'Apartheid, de la même façon que dans les Accords d'Oslo dont on n'a pas célébré le vingtième anniversaire le 13 septembre dernier. Je plaide pour cela.

Il faut évidemment que l'Europe sorte d'abord de la crise de la zone euro. C'est en bonne voie. Et je pense que nous avons toutes les raisons de nous impliquer davantage, d'autant plus que nous avons des responsabilités particulières en Afrique. J'ai un grand espoir pour l'Afrique, que nous devons aider afin de résoudre les conflits sanglants et les problèmes de gouvernance.



Steven Erlanger, London Bureau Chief, *The New York Times*

Merci. Merci Madame Guigou.